



© shutterstock

LA GAUCHE POLONAISE ET LA LUTTE DES FEMMES POUR LEUR SURVIE

par Krystyna Kacpura

Les femmes polonaises luttent littéralement pour leur survie. Le mouvement actuel des femmes en Pologne, illustré par les Black Protests, représente un défi pour le gouvernement de droite et les groupes anti-genre qui se mobilisent contre les politiques d'égalité, les droits des femmes en matière de reproduction et la lutte contre la discrimination. Cela représente aussi une opportunité pour la gauche de marquer son retour dans un débat social contrôlé par le PiS (droit et justice).

À l'extérieur du Parlement, les partis de gauche et les organisations de femmes se sont regroupés pour établir le comité civique « Sauver les femmes » comme contre-initiative en réaction au projet de loi « Stop à l'avortement ».

Avec l'aide de fondamentalistes religieux, le gouvernement polonais actuel, radical et de droite, a décidé d'utiliser la Pologne comme champ de bataille expérimental, première étape de ses efforts pour « re-christianiser l'Europe ». Pourquoi la Pologne? Les raisons sont nombreuses, mais les plus importantes sont les suivantes: il s'agit d'un pays presque à 100% catholique, avec les lois les plus restrictives sur l'avortement en Europe, et le parti de droite au pouvoir PiS pour la paix et la justice à la majorité absolue au Parlement. Il n'y a plus d'opposition de gauche au Parlement. Les fondamentalistes sont convaincus qu'il n'y a personne assez fort pour s'opposer à leurs initiatives juridiques dirigées contre les droits fondamentaux des femmes.

Même si l'Église catholique et le parti au pouvoir ont largement soutenu l'interdiction, ils ne l'ont pas initiée. L'Institut Ordo Iuris, un prétendu « organisme de réflexion juridique » et groupe de plaidoyer conservateur de la ligne dure, a été l'auteur de la loi draconienne qui a été soumise par la coalition « Stop à l'avortement » en tant qu'initiative citoyenne. Le projet de loi proposé prévoyait une interdiction totale de l'avortement ne tolérant aucune exception, la criminalisation des femmes et des médecins qui pratiquent l'avortement, une enquête sur chaque cas de fausse couche involontaire ainsi que la suppression de l'accès aux examens prénatals et à la contraception hormonale.

Une vague d'activisme

Ce mouvement néoconservateur radical a commis une erreur monumentale. Ils ont fait un pas de trop. Pour les femmes polonaises, cela est devenu trop lourd à supporter. Jusqu'à présent, elles enduraient en silence la loi restrictive anti-avortement

au nom de la prétendue « paix sacrée dans la société ». Lorsqu'elles ont réalisé qu'une loi draconienne, une interdiction totale de l'avortement, allait être introduite, une explosion de colère, d'indignation et de détermination d'agir s'est produite.

À l'extérieur du Parlement, les partis de gauche et les organisations de femmes se sont regroupés pour établir le comité civique « Sauver les femmes » comme contre-initiative en réaction au projet de loi « Stop à l'avortement ». Le comité a élaboré un projet de loi alternatif intitulé « Sur les droits des femmes et la parenté consciencieuse » qui garantirait l'ensemble des droits reproductifs.

Le 23 septembre 2016, les deux projets ont été discutés au Parlement. La proposition « Stop à l'avortement » a été transmise pour poursuivre la procédure dans les comités parlementaires alors que « Sauver les femmes » a été rejetée lors de la première lecture.

Des organisations au niveau local à travers la Pologne telles que la Fédération pour les

femmes et le planning familial ont établi une très forte coalition sensibilisant à la menace pour la santé et les droits humains des femmes. Elles ont lancé des campagnes efficaces dans les médias mettant la pression sur le gouvernement au long de l'année 2016 qui ont culminé pendant les manifestations Black Protest où des femmes vêtues de noir sont descendues dans la rue dans le pays et au-delà en signe de protestation.

Cette vague d'activisme a atteint son apogée le 3 octobre 2016, que l'on a appelé le « lundi noir ». L'événement a été au-delà des rêves et des attentes de l'ensemble des féministes. Des milliers de femmes ont protesté dans plus de 60 villes polonaises en dépit des averse (c'est pour cela que le parapluie est l'emblème des manifestations). Au début, les politiciens du parti au pouvoir avaient l'intention de négliger la protestation des femmes, mais ils ont rapidement compris que les femmes étaient déterminées à se battre jusqu'au bout aussi longtemps que nécessaire. Trois jours plus tard, le Parlement a quelque peu rejeté nerveusement le projet de loi proposé par le comité « Stop à l'avortement ». Cela a été un moment fort et critique au cours d'une longue bataille. Les femmes polonaises ont remporté cette bataille. Cependant, cette victoire n'est pas le bout du tunnel. Suite à la dernière tentative du gouvernement conservateur en mars 2018 pour restreindre l'accès à l'avortement, le comité du parlement polonais pour les droits humains a approuvé le projet de loi en dépit des nouvelles protestations et des appels forts du Conseil de l'Europe et des experts des Nations Unies pour le rejeter. C'est la raison pour laquelle le combat pour les droits des femmes en matière de sexualité et de reproduction doit continuer et le rôle de la société civile est plus important que jamais.



> AUTEUR

Krystyna Kacpura est diplômée de l'Université de Varsovie et a obtenu un diplôme de second cycle de l'Institut d'État des relations internationales. Elle a travaillé au ministère polonais des Affaires étrangères. Elle est actuellement directrice exécutive de la Fédération pour les femmes et le planning familial de Pologne et de l'ASTRA, le réseau des femmes de l'Europe centrale et orientale pour la santé et les droits relatifs à la sexualité et la reproduction, qui compte 28 organisations membres de 17 pays.

LE GENRE EN TANT QUE CIMENT SYMBOLIQUE MET EN JEU LA LIBERTÉ D'ÉDUCATION EUROPÉENNE

par *Andrea Pető*

Au début du mois d'août, lorsque Budapest étouffait dans une vague de chaleur et que la plupart des établissements d'enseignement étaient fermés pour cause de vacances, le gouvernement hongrois a proposé d'interdire les études sur le Genre dans les universités. La position et le rôle des partis conservateurs et d'extrême droite dans la mobilisation contre le Genre en Europe ne sont plus une surprise. Mais cette intervention de l'État dans les programmes universitaires montre que le concept de « genre » devient un outil rhétorique qui tente de déterminer pour le grand public ce que la « raison pure » devrait signifier, essayant ainsi de créer un nouveau consensus sur ce qui devrait être considéré comme normal et légitime.



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



> AUTEUR

Andrea Pető est professeur au Département des études de Genre à l'Université d'Europe centrale à Budapest et docteur en sciences de l'Académie hongroise des sciences. Ses travaux sur le genre, la politique, l'Holocauste et la guerre ont été traduits en dix-sept langues. En 2018, elle reçoit le Prix 2018 de toutes les académies européennes de Mme de Staël pour les Valeurs Culturelles. Elle est membre du conseil scientifique de la FEPS.